



**PRÉFET
DES ARDENNES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'aménagement
de l'environnement et du logement Grand Est**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté préfectoral n°2022- 572
portant mise en demeure faite à la société ZINQ ARDENNES
visant à respecter les prescriptions applicables aux Installations Classées pour
la Protection de l'Environnement pour les installations exploitées sur le
territoire de la commune de Vivier-au-Court (08440)**

Le Préfet des Ardennes

Chevalier de la Légion d'honneur

Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du 3 novembre 2021 nommant M. Alain BUCQUET en qualité de préfet des Ardennes ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n°4451 délivré le 13 septembre 1999 à la société Galvanisation GILHAC pour l'exploitation d'installations de traitement de surface sur le territoire de la commune de Vivier-au-Court (08440) implanté dans la ZA Boutillette ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2022-359 du 7 juillet 2022 portant délégation de signature à M. Christian VEDELAGO, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 11 mai 2004 transférant les bénéfices de l'autorisation d'exploiter précitée à la société Galva 08 ;

Vu l'extrait Kbis transmis par courriel du 7 octobre 2022 actant le changement de dénomination de la société GALVA 08 en ZINQ ARDENNES ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'article 3.II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé qui dispose : « [...] Ces dispositifs *[dispositifs, placés en partie haute, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie]* doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation et être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. » ;

Vu l'article 6.I de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé qui dispose : « [...] Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. [...] » ;

Vu la copie du rapport de l'inspection de l'environnement portée le 26 août 2022 à la connaissance de l'exploitant ;

Vu le projet d'arrêté porté le 26 août 2022 à la connaissance de l'exploitant et lui laissant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations ;

Vu l'absence d'observations présentées par l'exploitant dans le délai imparti ;

Considérant ce qui suit :

Lors de la visite du 28 juillet 2022, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

1. Les dispositifs, placés en partie haute, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie ne sont pas à commande automatique et toutes les commandes d'ouverture manuelle ne sont pas placées à proximité des accès ;
2. Les systèmes de chauffage des cuves ne sont pas équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage ;
3. Ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 3.II et 6.I de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé ;
4. Ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où :
 - l'absence de commande automatique pour les dispositifs, placés en partie haute, et le fait que toutes les commandes d'ouverture manuelle ne sont pas placées à proximité des accès, peuvent ralentir l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie et gêner l'intervention des services d'incendie et de secours ;
 - l'absence de dispositifs de sécurité permettant de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage sur les systèmes de chauffage des cuves peut générer des risques d'incendie ;
5. Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société ZINQ ARDENNES de respecter les prescriptions et dispositions des articles 3.II et 6.I de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

ARRÊTE

Article 1

La société ZINQ ARDENNES, dont le siège social est situé ZA La Boutillette à Vivier-au-Court (08440), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Sedan sous le n° SIRET 786 020 222 00026, est mise en demeure de respecter, pour les installations qu'elle exploite à la même adresse, les dispositions des articles 3.II et 6.I de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé :

- en installant une commande automatique sur les dispositifs, placés en partie haute, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie et en plaçant toutes les commandes d'ouverture manuelle à proximité des accès dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté ;

- en équipant les systèmes de chauffage des cuves de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du Code de l'environnement.

Article 3

En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25 rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex, ou via l'application de télérecours citoyens à l'adresse <https://www.telerecours.fr/> dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux (adressé à M. le préfet des Ardennes – 1 place de la Préfecture – BP 60002 – 08055 Charleville-Mézières Cedex) ou hiérarchique (adressé à M. le ministre de la transition écologique et de la Cohésion des territoires – Hôtel de Roquelaure – 246 boulevard Saint-Germain – 75007 Paris) dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 4

En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté sera publiée, pendant une durée minimale de deux mois, sur le site internet des services de l'État dans les Ardennes.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture des Ardennes et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au directeur de la société ZINQ ARDENNES et dont une copie sera transmise pour information au maire de Vivier-au-Court.

Charleville-Mézières, le **20 OCT. 2022**

le préfet,
pour le préfet et par délégation,
pour le secrétaire général absent,
la sous-préfète de Sedan


Hélène HESS

U.S. 100